

Convention collective interrégionale

**IDCC : 172. – INDUSTRIE DU BOIS DE PIN MARITIME
EN FORÊT DE GASCogne
(29 mars 1956)**

(Etendue par arrêté du 6 septembre 1956,
Journal officiel du 5 octobre 1956)

AVENANT N° 10 DU 14 MARS 2014

RELATIF À LA POLITIQUE SALARIALE

NOR : ASET1450653M

IDCC : 172

Vu l'accord du 16 juin 2000 relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail dans les entreprises du bois de pin maritime en forêt de Gascogne (et notamment l'article 18.3 du chapitre II « Modulation des horaires de travail ») ;

Vu l'accord du 10 avril 2002 relatif aux classifications dans l'industrie du bois de pin maritime en forêt de Gascogne ;

Vu l'accord du 4 décembre 2002 relatif la politique salariale dans l'industrie du bois de pin maritime en forêt de Gascogne,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord est applicable aux entreprises relevant des activités listées à l'article 1^{er} « Champ d'application » de la convention collective interrégionale de l'industrie du bois de pin maritime en forêt de Gascogne.

Article 2

Prime d'ancienneté

La valeur du point d'ancienneté est fixée à 5,86 € à compter du 1^{er} avril 2014.

Article 3

Salaires minima conventionnels

A compter de la date d'application de cet accord, les salaires minima conventionnels mensuels applicables à l'ensemble des salariés pour 151,67 heures de travail effectif pour toutes les entreprises, quel que soit leur effectif, sont repris dans les annexes :

- ouvriers : annexe I ;
- ACT : annexe II ;
- AM : annexe III ;
- cadres : annexe IV.

Article 4

Entrée en vigueur

L'accord entrera en vigueur le 1^{er} avril 2014.

Article 5

Egalité hommes-femmes

Les partenaires sociaux ont engagé les réflexions sur les modalités d'organisation du diagnostic pour pouvoir mettre en œuvre les actions relatives au respect du principe d'égalité salariale entre les hommes et les femmes.

Article 6

Dépôt et extension

Les parties signataires conviennent d'effectuer le dépôt du présent accord auprès des services compétents du ministère du travail en confiant les démarches aux fédérations d'employeurs signataires.

Les partenaires conviennent de demander l'extension du présent accord, la partie patronale engagera les démarches nécessaires à l'extension dans les meilleurs délais après signature du présent accord.

Fait à Gradignan, le 14 mars 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

UIRPM ;

FIBA.

Syndicat de salariés :

FNCB CFDT.

ANNEXE I

Grilles de salaires minima mensuels pour 151,67 heures de travail effectif pour toutes les entreprises, quel que soit leur effectif, applicables à compter du 1^{er} avril 2014

Ouvriers

(En euros.)

NIVEAU	POSITION	SALAIRE MINIMUM
I	1	1 445,38
II	2	1 450,00
	3	1 455,00
III	4	1 463,00
	5	1 476,00
IV	6	1 518,00
	7	1 570,00
V	8	1 682,00
	9	1 777,00

ANNEXE II

Grilles de salaires minima mensuels pour 151,67 heures de travail effectif pour toutes les entreprises, quel que soit leur effectif, applicables à compter du 1^{er} avril 2014

ACT

(En euros.)

NIVEAU	POSITION	SALAIRE MINIMUM
I	1	1 445,38
II	2	1 450,00
	3	1 455,00
III	4	1 463,00
	5	1 476,00
IV	6	1 559,00
	7	1 601,00
V	8	1 703,00
	9	1 799,00

ANNEXE III

Grilles de salaires minima mensuels pour 151,67 heures de travail effectif pour toutes les entreprises, quel que soit leur effectif, applicables à compter du 1^{er} avril 2014

Agents de maîtrise

(En euros.)

CLASSIFICATION	SALAIRE MINIMUM
AM 1	1 686
AM 2	1 744
AM 3	1 835
AM 4	1 951
AM 5	2 058

ANNEXE IV

Grilles de salaires minima mensuels pour 151,67 heures de travail effectif pour toutes les entreprises, quel que soit leur effectif, applicables à compter du 1^{er} avril 2014

Cadres

(En euros.)

CLASSIFICATION	SALAIRE MINIMUM
C 1	2 219
C 2	2 857
C 3	3 354
C 4	3 849